

Le monde de l'Arabie saoudite s'effondre



Alors que la crise du coronavirus continue de bouleverser les économies mondiales, il semblerait que l'Arabie saoudite soit en première ligne des pays qui peuvent voir leur économie vaciller... et leur modèle politique avec.

Avec Francis Perrin

Avec Jean-Pierre Favennec

Avec Sébastien Boussois

Atlantico.fr : La crise pétrolière qui reprend de plus belle - et l'indépendance de plus en plus forte des Etats-Unis sur les questions pétrolières - peut-elle causer la chute de l'Arabie saoudite que ce soit sur le plan politique, géostratégique et économique ? Si oui, de quelles manières ?

Francis Perrin : La crise pétrolière actuelle, conséquence de la crise sanitaire et de la crise économique qu'elle a provoquée, est majeure. Elle frappe durement tous les pays producteurs et exportateurs de pétrole, qui font face à une chute brutale de leurs recettes d'exportation et de leurs recettes budgétaires, et l'Arabie Saoudite ne fait pas exception à la règle. Mais certains pays producteurs souffrent et souffriront plus que d'autres. Parmi les critères qui différencient les pays producteurs dans un contexte aussi difficile, l'un des principaux est le niveau de leurs réserves financières dans lesquelles ils vont pouvoir ou pas puiser pour affronter cette crise. Or l'Arabie Saoudite dispose de réserves très importantes en devises et son fonds souverain, le Public Investment Fund (PIF), est fort bien doté. Le royaume a donc les moyens de traverser la crise actuelle au prix, évidemment, d'une chute de ses réserves. Il n'en est pas de même du Venezuela, de l'Iran, de l'Irak ou de la Libye, pour prendre le cas de quatre autres pays membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).

Un autre critère clé de différenciation entre pays producteurs est le niveau de vie et la richesse/pauvreté de leurs populations. Plus ce niveau de vie moyen est bas, plus des sacrifices supplémentaires pour la population seront difficiles et potentiellement générateurs de troubles sociaux et politiques. De ce point de vue, l'Arabie Saoudite n'est pas dans la même situation que le Nigeria ou l'Angola, deux autres pays membres de l'OPEP.

Les Etats-Unis, principal allié et protecteur de l'Arabie Saoudite, produisent depuis des années de plus en plus de pétrole, en important de moins en moins et en exportent de plus en plus. Sur ce plan, ils ont moins besoin que par le passé du pétrole saoudien et de celui du Moyen-Orient de façon plus générale. Cela dit, ce serait aller trop vite en besogne que d'en déduire que Washington ne considère plus l'Arabie Saoudite et le Moyen-Orient comme des enjeux stratégiques. Les très bonnes relations entre l'Administration Trump et le royaume saoudien au plus haut niveau prouvent clairement qu'il n'en est rien. Si les propos du président Donald Trump sont parfois très contradictoires sur ce sujet, le département d'Etat et le département de la Défense n'ont aucun doute sur le caractère stratégique de cette relation bilatérale qui remonte au moins à 1945, voire aux années 1930.

Jean-Pierre Favennec : Le prix du pétrole s'est effondré au cours des dernières semaines. La crise du Coronavirus a provoqué une chute de la demande de l'or noir de plus de 15% alors que la production de faiblit pas. Le 6 mars une réunion des pays membres de l'OPEP et de l'organisation de 10 autres pays producteurs au premier rang desquels la Russie s'est traduite par un échec. L'Arabie Saoudite, leader incontesté de l'OPEP, souhaitait une réduction sensible de la production pour rééquilibrer le marché mais la Russie s'est opposée à cette réduction, ne souhaitant pas laisser la production de pétrole de schistes américains, responsable en partie de la surabondance de pétrole, se maintenir. En représailles, l'Arabie Saoudite décidait d'augmenter sa production. En face d'une énorme surabondance potentielle le prix du brut s'effondrait

Face à une double menace : effondrement économique du à la crise du Coronavirus et effondrement de la production de pétrole américaine, relativement couteuse et entre les mains de milliers de producteurs, petits ou moyens, le Président Trump demandait à l'Arabie Saoudite et à la Russie de réduire fortement leur production. Après un bref rebond, le prix du pétrole chutait à nouveau.

Sébastien Boussois : Nous sommes face à une crise inédite : ce que l'on appelle en termes géopolitiques, une « perfect storm », et qui touche tous les secteurs d'une société en même temps. En cascade, tout semble sur le point de s'effondrer : politique, économie, société. L'Arabie Saoudite, est tout sauf préparée à ce types de crises systémiques car elle a toujours mis tous ses œufs dans le même panier : celui de l'or noir. Un peu comme l'Algérie. On n'est pas dans le cas du Qatar, qui a lui très bien résisté à l'embargo qui lui a été imposé en 2017 de par sa diversification même et sa stratégie globale de développement, et qui tente d'aider des pays européens en difficulté comme l'Italie ; ou les Émirats Arabes Unis qui ont su sur la base d'une « vision » programmée et d'investissements multiples compter sur d'autres ressources. Non sujet aux variations imposées par Riyad et l'OPEP depuis qu'il l'a quitté, le Qatar est d'a utant plus maître de son propre destin depuis fin 2018. L'Arabie Saoudite peut-elle entraîner dans sa roue des pays plus puissants qu'elle comme la Russie et les USA au nom de son propre intérêt ? Peu probable. Et elle risque de tout perdre à ce jeu.

Jusque maintenant, Riyad attendait que les olives tombent : la rente pétrolière lui a fourni les moyens de ses ambitions pendant des décennies tout comme le parapluie américain depuis le pacte du Quincy signé en 1945. Mohamed Ben Salmane, qui se rêve leader de la région, c'est en réalité son principal projet, soutenu par son parrain, n'a pourtant rien anticipé de ce qui était en train de se passer dans le monde : déstabilisation régionale avec la montée de l'Iran, guerres fratricides qui lui ont coûté très cher comme au Yémen et qui ont ruiné sa réputation, contestation régionale contre son leadership autoritaire qui passait encore auparavant, assassinats scandaleux d'opposants comme Jamal Khashoggi, crise de légitimité au sein du pays pour parachever le tout malgré l'adoubement des USA. Celui qui était censé sauver le pays de la ruine d'une part n'y est pas parvenu, mais en plus de cela a creusé les déficits, et aujourd'hui l'Arabie Saoudite est un colosse aux pieds d'argile qui part dans la fuite en avant. Avec une réputation catastrophique, ce n'est pas sa décision de tenter de redorer son blason par l'accueil de quelques évènements sportifs planétaires comme le Rallye Dakar qui a ce stade-là y changeront quelque chose. Car là aussi, Riyad a du payer.

Les derniers évènements résonnent comme une course effrénée vers un mur infranchissable. La décision de l'Arabie Saoudite, au nom de sa survie, d'augmenter récemment et rapidement sa production de pétrole, est la preuve flagrante qu'elle ne dispose d'aucun autre levier. Sinon, pourquoi chercherait-elle à déstabiliser les USA, un de ses derniers soutiens au monde avec les Émirats arabes unis et l'Egypte, et faire réduire la production de leur pétrole de schiste dans le même temps qui du coup coûte bien trop cher à Washington à produire ? Riyad a délibérément fait chuter les prix du baril de brut en inondant un marché en pleine récession, affectant par là même l'ensemble des pays producteurs déjà en grande difficulté, car le pays a besoin d'argent. Alors que le monde est aux abois face à la pandémie de Coronavirus et qu'il faut stabiliser au mieux le système sans pousser des pays à la ruine, certains pays tentent de faire cavalier seul pour assurer leur propre existence, comme le fait l'Arabie Saoudite aujourd'hui.

Comme si elle n'avait pas pu prévoir depuis le temps d'autres sources de richesses économiques pour survivre ? C'est hélas le cas : la « Vision » 2030 est restée sur le papier lettre morte après la série d'échecs de Mohamed Ben Salmane depuis son arrivée comme prince héritier en 2016. Et les services de l'ancien premier Ministre britannique Tony Blair à 12 millions de dollars n'y ont rien changé. Aucune diversification à court terme n'aurait de toute façon permis de rapporter suffisamment au pays et aucun vent de libéralisation n'a eu lieu : ce qui ne risque pas de favoriser et rassurer les investisseurs étrangers. Quant à la délivrance de visas touristiques, elle était une blague avant. Elle devient une impasse de plus aujourd'hui.

Le pays reste plus fermé que jamais, et voilà que le coronavirus fait rage, et touche même au moins 150 membres de la famille royale[1]. Après la fermeture du pays à l'accueil des pèlerins de la Mecque, c'est aussi une énorme manne financière qui se tarit et manque au budget national. C'est bien le début du calvaire pour ce pays de 33 millions d'habitants et qui semblent déjà rapidement être touchés par le Covid-19. Sans aucune stratégie ni moyens ni infrastructures suffisantes pour en venir à bout. On parle désormais d'un potentiel taux de 200 000 personnes contaminées dans les semaines à venir.

Le pétrole - qui représente 2/3 des revenus du pays - est-il devenu un poison pour la pays lorsque l'on voit - notamment - que les pays cherchent à adopter des stratégies plus "eco-friendly" dans le monde par exemple ? Comment l'Arabie saoudite peut-elle s'adapter aux changements ?

Francis Perrin : Le pétrole est une source de richesse très importante mais il est capital de savoir bien gérer et bien redistribuer cette richesse. Certes, c'est une énergie fossile et elle est de plus en plus remise en question au regard de la lutte contre le changement climatique mais elle demeure indispensable au niveau mondial du fait de son rôle clé dans le secteur des transports et dans la pétrochimie. Cela reste un atout considérable pour le royaume saoudien même s'il est capital de diversifier son économie, ce qui est l'objet de la stratégie "Vision Arabie Saoudite 2030" portée par le prince héritier Mohammed Ben Salmane. Cette stratégie inclut aussi le développement du gaz naturel, du gaz non conventionnel, des énergies renouvelables, en particulier le solaire, et de l'énergie nucléaire.

Pour réaliser cette diversification, il faudra des investissements très importants, y compris en matière de capital humain. Le financement de ces investissements proviendra en grande partie des revenus générés par le secteur pétrolier et par la compagnie nationale saoudienne Saudi Aramco, détenue à 98,5% par l'Etat. Le paradoxe est que c'est le pétrole et les revenus qui en découlent qui permettront de se diversifier par rapport au pétrole. Mais cela demandera une forte volonté politique dans la durée, un véritable changement culturel dans le royaume et beaucoup de temps. Les orientations sont bonnes mais le succès n'est pas garanti.

~~**Jean-Pierre Favennec** : L'impact de cette chute du prix du pétrole sur l'Arabie Saoudite est dramatique. Comme la plupart des pays~~

producteurs de pétrole l'Arabie Saoudite dépend pour l'essentiel des ventes de son or noir pour équilibrer son budget. Même si les coûts de production du pétrole saoudien sont très bas, il faut un prix du baril supérieur à 80 dollars pour équilibrer les finances du Royaume. Or ces derniers jours le prix du pétrole tournait autour de 30 dollars

La crise est aggravée par le sentiment que la fin du pétrole serait proche. Nombre d'analystes, à tort ou à raison, mettent en cause la pollution, le réchauffement climatique, ... dans la propagation du virus. Les énergies fossiles sont donc visées. Peut-on s'en passer rapidement ? C'est peu probable mais l'esprit du temps est à des changements considérables de nos modes de vie, après la crise. Parmi ces changements, une société plus frugale, orientée vers les énergies vertes. Est-ce possible ? C'est une autre histoire.

Quelles conséquences pour l'Arabie Saoudite ? Est-ce un nouveau coup dur pour le Royaume, acteur géopolitique incontournable après la deuxième guerre mondiale lorsque le Président Roosevelt rencontra, en février 1945, sur le cuirassé Quincy, en Mer Rouge, le roi Ibn Saoud, fondateur du Royaume pour l'assurer de la protection des Etats unis en échange d'une production abondante des champs saoudiens, à l'époque contrôlés par les quatre grandes sociétés américaines (Socal, aujourd'hui Chevron, Texaco, Exxon et Mobil).

Sébastien Boussois : Attraction-répulsion : l'Arabie Saoudite secrète deux poisons. Le pétrole qui l'a poussé à la paresse politique et économique mais également le soutien américain qui rapporte gros. Car si Donald Trump a de fortes chances d'être réélu en novembre face à Joe Biden, vu le contexte et sa côté de popularité constante même avec la pandémie, cela ne fait que repousser la capacité qu'aura Riyad à gagner enfin son indépendance. En fait ce pays passe son temps à tenter de mettre sous globe des pays pour en faire des satellites ou mettre des bâtons dans les roues de certains qui s'en sont écartés comme le Qatar, alors que son indépendance à elle est chaque jour grandement hypothéquée.

Il y a plusieurs problèmes à évoquer ici. Le déficit déjà du pays : en 2020, le déficit budgétaire de l'Arabie saoudite, estimé à 50 milliards de dollars, sera financé à hauteur de 40% par des émissions de dette. Le pétrole ne suffira pas à rembourser. Car la guerre au Yémen menée par la 7e année du monde depuis 2014 qui perdure est un échec total et qu'il faut continuer à la financer même si un cessez-le-feu a été annoncé il y a peu de temps. Mohamed Ben Salmane n'abandonnera pas. Puis, l'incapacité pour Riyad d'anticiper l'après-pétrole et la chute de la consommation à terme des énergies fossiles pour les énergies vertes « éco friendly » comme vous dites et que certains pays du monde arabo-musulman déjà diversifiés mettent déjà en avant. Comme le Maroc qui d'un côté est le premier producteur mondial de phosphate, hautement polluant, mais qui dans le même temps construit à Ouarzazate la plus grande centrale solaire au monde. Tout est une question d'équilibre. Pour Riyad rien. L'introduction ratée en bourse d'Aramco en septembre 2019 après l'attaque aux drones des infrastructures pétrolifères saoudiennes a montré la fragilité du régime, de sa sécurité et de celles de ses installations qui devraient être a priori ultra-protégées. Autre problème : celui à terme de l'influence des USA dans la région. Il n'est pas couru d'avance que l'après Trump, même après Trump 2, donne tous les pouvoirs à Riyad sans contrepartie de modernisation, de libéralisation et de diversification. Surtout après ce qu'a fait récemment Riyad qui ne rend pas service à Donald Trump, lui le chantre du pétrole et de gaz de schiste hyper-polluants mais assurant l'indépendance énergétique américaine tant rêvée. Les USA se sont toujours relevés mais bataillent avec la Chine. L'Arabie Saoudite en l'état ne tient que grâce aux paramètres évoqués plus haut : mais quid dans les années à venir alors que l'Iran résiste, que ses rivaux régionaux résistent, que les USA risquent d'avoir bientôt d'autres priorités une fois sortis de la pandémie du Coronavirus qui risque de provoquer jusque 200 000 morts ?

Comment le pays peut-il palier ces problèmes ? Est-il condamné ou devra-t-il faire de nouveaux pactes économiques et politiques quitte à mettre de côté sa souveraineté ? Le marché du pétrole peut-il se redresser ?

Francis Perrin : Le marché pétrolier va se redresser avec la reprise économique mondiale. Lorsque nous sortirons progressivement des confinements et des restrictions de déplacement, la consommation de carburants pour les transports routiers, aériens et maritimes recommencera à augmenter. Le pétrole demeure le moteur de l'économie mondiale et le restera pendant encore pas mal de temps. Pas de reprise économique sans hausse de la consommation pétrolière.

En termes d'alliances, la plus importante pour l'Arabie Saoudite reste celle avec les Etats-Unis car elle est la plus stratégique pour le royaume. En dépit de problèmes tels que la guerre au Yémen, l'assassinat de Jamal Khashoggi ou les sanctions contre le Qatar, les relations entre les deux pays demeurent fortes parce qu'elles sont fondées sur des intérêts et des complémentarités depuis fort longtemps. Il est clair que les dirigeants saoudiens ne seraient pas mécontents de voir Donald Trump réélu pour un deuxième mandat car un président démocrate pourrait être plus critique sur le terrain des droits de l'homme mais Joe Biden ne leur est pas inconnu.

Sur le plan pétrolier, l'OPEP, qui regroupe actuellement 13 pays, est une organisation qui existe depuis 1960. Depuis la fin 2016, l'OPEP coopère avec dix pays non-OPEP dont la Russie et la coopération bilatérale russo-saoudienne s'est renforcée même si elle ne présente pas le même caractère stratégique que celle avec Washington. Et, face à la crise liée à la pandémie de Covid 19, l'enjeu est d'élargir, au moins de façon temporaire, cette alliance souvent appelée OPEP+ pour inclure des pays producteurs comme le Canada, le Brésil, la Norvège, le Royaume-Uni, l'Egypte et, peut-être, les Etats-Unis.

Enfin le rapprochement économique avec l'Asie et, notamment, la Chine est toujours d'actualité. Les exportations de pétrole saoudien sont de plus en plus dirigées vers l'Asie. De même, le développement de projets pétrochimiques, un autre point fort de l'économie saoudienne, passe aussi en partie par l'Asie.

Jean-Pierre Favennec : A court terme le Royaume Saoudien peut faire face à la crise, quelles que soient les évolutions du prix du pétrole. Ses réserves financières sont solides. Il peut compter sur l'appui de quelques voisins, les Emirats Arabes Unis, le Koweït qui peuvent résister à la crise et appuyer Riyad.

A Moyen terme le Royaume peut aussi tabler sur une remontée des prix car les deux autres grands producteurs, quoiqu'ils en disent ne peuvent pas se contenter des prix actuels. Etats Unis, Russie et Arabie Saoudite représentent à eux trois près de 40 % de la production mondiale mais l'Arabie Saoudite, qui dispose en fait des plus importantes de réserves (les réserves du Venezuela sont difficilement exploitables) produit son pétrole à des coûts très faibles, beaucoup plus faibles que les coûts russes ou américains. Dans un contexte de guerre des prix, Russes et Américains souffriront très vite

Pour l'instant, l'Arabie Saoudite bénéficie de l'affaiblissement de l'Iran et de l'Irak, de la convergence de fait de ses intérêts avec ceux

des Etats Unis et d'Israël. La capacité de l'Arabie Saoudite à retrouver sa puissance dépendra de sa capacité à diversifier son économie. Vaste programme, pour reprendre une formule célèbre, lorsque l'on sait les difficultés de tous les pays à sortir d'une économie de rente.

[1] [Coronavirus Invades Saudi Inner Sanctum](#)